

se marque par la réduction des heures de Socio à Paris V, de même à Poitiers, etc...

Les conditions objectives existent donc. Mais, peut-on répliquer, elles existaient déjà l'an passé ! Pourtant rien ne s'est passé, ou très peu, avant Noël ; alors ?

Alors, il faut analyser les autres facteurs qui entrent en ligne de compte.

2 — Les acquis des luttes menées l'an passé. Nous en fûmes toujours partie prenante. Souvent, nous avons été à la tête de celles-ci.

1) Victoire à Vincennes :

-a- du personnel de la scolarité dont la grève a duré 8 semaines (janvier 71).

-b- celles des vacataires qui, au terme d'une grève exemplaire de six mois, ont obtenu satisfaction (juin — octobre 71).

2) Victoire à la Halle aux Vins où une semaine de grève suivie conjointement par les techniciens, les enseignants, les étudiants a contraint le pouvoir à céder des postes et a permis ainsi d'éviter la mutation des techniciens. (fin février 71).

3 — L'assimilation de notre propagande par une frange plus large d'étudiants ; les autres forces ayant un impact tout à fait minime depuis la rentrée (spontex, maos et Révolution réduits et en marge. AJS paralysée par les « débats » internes à l'OCI. UEC soutenant une position contradictoire : pour la participation et en même temps pour un soutien réservé et neutre aux luttes contre la rentabilisation ; le cul entre deux chaises !).

Propagande prolongée sur les étapes prévisibles de la rentabilisation capitaliste de l'Université, sur la nécessité de résister pour mettre un coup d'arrêt à cette politique de longue haleine. Nécessité de faire la preuve vis à vis des travailleurs que les étudiants répondent aux coups de sonde lancés par le gouvernement pour tester la combativité de ceux-ci et les oppositions à ses projets.

Exemple : le gouvernement qui prévoyait la mise en place des ITFP l'an passé a reculé celle-ci et a déjà apporté des modifications tactiques à cette réforme si décriée (projet de recrutement des enseignants titulaires par une seule filière, ce qui aurait pour conséquence de multiplier les « vacataires » sans garantie d'emploi). Aujourd'hui, le gouvernement présente le projet des CFPM ! (nous reviendrons dessus)

4 — L'impact d'autres mobilisations qui ont renforcé la combativité du milieu.

Exemple : l'importante manifestation du 6 novembre sur l'Indochine. Elle nous a permis de cristalliser autour de nous une frange sympathisante et militante qui attendait LA manifestation de masse de la rentrée.

Revenons maintenant sur les conditions précises d'éclatement de ces différentes mobilisations. Il faut rappeler que le gouvernement a répété cette année sa tactique d'étalement de la rentrée universitaire, ce qui lui a assuré une période d'acalmie (septembre — octobre), due à la submersion des étudiants par les problèmes administratifs absolument considérables.

Les luttes de la rentrée :

Paris VII, Halle aux Vins : C'est dans cette fac qu'ont commencé les mobilisations. L'élément catalyseur a été la grève des enseignants de Chimie. Ceux-ci, faute de crédits, ne pouvaient tout simplement pas assurer l'encadrement de leurs cours, les postes n'étant pas débloqués. Notre rôle a été d'étendre au maximum la grève dans les autres départements, en suscitant la mise en place de comités de grève enseignants — étudiants, pour « gérer » démocratiquement la mobilisation... Commencée le 6, la grève a duré une quinzaine de jours. Les problèmes que nous avons rencontrés ont été les suivants :

1) Désertion des étudiants : Dès que les étudiants ont su que les profs étaient en grève (Chimie, Psycho, Socio, Sciences de l'environnement, etc...), ils s'en sont remis à eux en ce qui concerne la gestion de la grève, saisissant au départ l'occasion de prolonger de quelques jours leurs vacances. C'est au prix d'un travail de propagande assidue sur « comment constituer un rapport de force vis à vis du gouvernement » que nous avons fait revenir peu à peu les étudiants sur la fac. Problème important car, vis à vis de notre seul réel concurrent, l'UEC, nous ne pouvons marquer des points que lorsque nous menons le débat devant les masses. Ainsi, malgré nous, le comité de

grève n'était pas réellement l'expression du mouvement en lutte, mais le cartel, entériné par l'AG (environ 800 types) des représentants des courants politiques impliqués dans le mouvement...

2) Problème des revendications : Nous avons à juste titre avancé les revendications suivantes :

- contre le renforcement de la sélection impliquée par le manque de profs
- titularisation des vacataires et création de postes de titulaires en conséquence.

Cette plateforme reste ambiguë ; le problème du rapport de force à mettre en œuvre pour obtenir satisfaction n'est pas d'emblée posé, alors que c'est une question centrale, et qu'une différenciation est prévisible à terme entre une tendance corporatiste et réformiste qui veut et croit pouvoir obtenir satisfaction dans tous les cas (et pour cette tendance l'étape de la négociation et l'objectif de la négociation sont décisifs, la mobilisation secondaire) et une autre tendance pour qui ce qui est décisif, c'est la mobilisation qui crée le meilleur rapport de force vis à vis du gouvernement au cas où il accepte de négocier, étant entendu que si nous pouvons grappiller quelques postes, de toutes les manières, le problème demeure posé sur le fond, étant entendu que nous devons poursuivre la mobilisation ultérieurement. La mobilisation et la présence des étudiants sont d'autant plus décisifs pour nous que nous devons saisir l'occasion de ces mouvements de masse pour éduquer les étudiants sur la politique du pouvoir et sur les forces qui font le jeu de cette politique, les stalinien, ainsi que ceux qui participent aux conseils de gestion et cautionnent le renforcement de la sélection, la pénurie, la reprise en main de l'Université par le pouvoir, tous ceux qui au lieu d'alerter les étudiants sur les objectifs du gouvernement les endorment en leur faisant croire qu'ils peuvent mettre en place et préserver une Université rationnelle à vocation critique sans se heurter de front au pouvoir qui coupe les crédits, dévalorise les diplômes, etc... sans devoir se mobiliser contre le gouvernement et donc être tributaires en dernière analyse du rapport de force global... Explication difficile à faire passer évidemment, mais indispensable si nous ne voulons pas au bout d'une mobilisation de masse des étudiants sur les problèmes universitaires, nous retrouver seuls à prêcher dans le désert, faute d'avoir à temps introduit et imposé le débat pour dissiper les illusions réformistes, préparer ainsi le mouvement à l'issue possible : la non satisfaction des revendications. Ce qui est arrivé à Paris VII. Issue d'autant plus probable que le mouvement était isolé à ce moment.

3) Le problème des structures : Certes, il est difficile et parfois même impossible de faire « passer » ce débat au début du mouvement car les étudiants dans leur masse se mobilisent parce qu'ils trouvent scandaleuse l'Université à tous les points de vue et espèrent quand même par cette mobilisation obtenir quelque chose (ils ont d'ailleurs raison car comment savoir qu'on ne peut rien obtenir si on ne fait rien ? Car comment faire éclater le « scandale » vis à vis de l'opinion si l'on ne fait pas une démonstration de masse ?). Mais nous devons le préparer. Par quel biais ?

— par notre propagande Ligue globale sur la « rentabilisation capitaliste de l'Université », sur la « participation », sur la situation politique, etc...

— mais aussi en essayant de structurer sur la base de cette compréhension les militants qui nous suivent dans toutes les étapes de la mobilisation.

Par exemple, un débat a eu lieu avec l'UEC pour savoir quand nous devons faire une manifestation — délégation au ministère. Nous avons expliqué qu'il ne fallait pas la faire de suite car c'était une manière de court-circuiter la mobilisation en précipitant les échéances et conduire le peu d'étudiants mobilisés dans l'impasse puisque le gouvernement en donnerait pas satisfaction. L'important était d'étendre et approfondir au maximum la mobilisation pour que la manif ait une signification et puisse faire reculer le pouvoir éventuellement. Il fallait donc repousser la manif. Nous avons gagné ! Il eût été bon dès cette période de regrouper les étudiants d'accord avec nous pour les faire travailler en tendance organisée dans le mouvement à tous les niveaux : départements, AG, comité de grève, etc...

4) Le problème de nos forces : Se pose dans ce cadre le problème de nos forces militantes et de leur formation. Quadriller tous les travaux pratiques, tous les amphithéâtres, prendre la parole, polémiquer avec les autres courants et répondre du tac au tac demande une formation et une